

Déclaration CFDT – CFTC – CGT – FSU – UNSA

La crise financière, économique, sociale et environnementale affecte au quotidien les conditions de travail et de vie de nombreux salariés, chômeurs, retraités et touche spécifiquement les jeunes. L'ampleur des drames sociaux conduit à la désespérance et menace la cohésion sociale, la capacité à vivre ensemble et in fine la démocratie. L'expression légitime des intérêts particuliers ne peut sans danger laisser se développer les corporatismes en ignorant l'intérêt général.

Cette crise qui dépasse nos frontières ne peut exonérer les responsables économiques et politiques de leurs propres responsabilités quant à leurs décisions et leurs choix. Représentant les salariés dans leur ensemble et leur diversité, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FSU, UNSA considèrent que la leur est d'agir avec les salariés pour apporter des solutions immédiates aux situations difficiles auxquelles sont confrontés nombre d'entre eux et construire des réponses à plus long terme permettant de redonner à tous sens et confiance dans l'avenir. C'est pourquoi doit s'engager ou se poursuivre un dialogue social avec ces objectifs, dans les entreprises comme dans les secteurs d'activités, les territoires et au niveau national.

Les organisations syndicales interpellent solennellement les responsables économiques et politiques pour que soient apportées des réponses en ce sens :

- par la mobilisation de tous les leviers disponibles pour favoriser l'emploi, en particulier l'accès à l'emploi des jeunes et l'accompagnement des salariés en difficulté ;
- par une plus grande justice sociale, en matière de pouvoir d'achat et de fiscalité ; il est particulièrement nécessaire de réduire les inégalités, d'assurer l'accès de tous à des services publics de qualité et d'évaluer l'efficacité dans l'utilisation des ressources publiques, notamment des aides et exonérations accordées aux entreprises ;
- par l'engagement de la France en faveur d'un plan européen pour l'investissement, une croissance durable et des emplois de qualité en progressant significativement en matière de régulation financière et de financement de l'économie, tel que le propose la Confédération européenne des syndicats. Ce plan d'investissement doit être accompagné d'un socle social européen évitant les concurrences sociales (salaires minimums, conditions de détachement des travailleurs,...).

Les organisations syndicales demandent aux responsables économiques et politiques, au patronat et au gouvernement, de prendre la mesure des mécontentements qui taraudent la société et d'y apporter des réponses. C'est à un sursaut d'engagement qu'elles appellent afin de dépasser les discours et les pratiques qui dressent les uns contre les autres au détriment du « vivre ensemble ». Pour ce qui les concerne, les organisations syndicales s'engagent à agir en ce sens. Il en va de la justice sociale, comme du progrès économique, de la vie démocratique et de la cohésion sociale.

Les organisations syndicales rappellent leur condamnation des dérives racistes, leur engagement à les combattre dans les entreprises et les administrations et leur appel aux manifestations organisées dans toute la France le 30 novembre 2013. Les présidents et secrétaires généraux des organisations manifesteront ensemble à Paris.

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FSU, UNSA conviennent de se revoir rapidement pour travailler sur les questions d'emploi, de fiscalité, de pouvoir d'achat et sur le plan d'investissement proposé par la CES afin d'étudier la possibilité de porter avec les salariés des propositions communes.

Paris, le 25 novembre 2013